

# LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

[www.lemapaysbasque.eu](http://www.lemapaysbasque.eu)

n° 166 - Avril 2012ko Apirila - 2 €

## Txaro Goikolea, présidente

Élections  
présidentielles  
p. 2

Nouveau  
Traité européen  
p. 6

Virginie Brillant  
Conseil de  
développement  
p. 14 à 17

Pako  
Arizmendi  
p. 19 -20



LES CENTRISTES BASQUES  
ABERTZALE BAKEZALEAK

 EAJ  
PNB  
[www.eaj-pnb.eu](http://www.eaj-pnb.eu)



## **Jean Marie Izquierdo : « les langues se délient »**

Jean Marie Izquierdo, chercheur associé au centre de Droit Public de l'UPPA commente la campagne présidentielle actuelle et le débat sur l'évolution institutionnelle du Pays Basque.

**Avec les candidatures avortées de M.M. Borloo et Morin et la candidature "cavalier seul" de François Bayrou, le centre ne semble pas prêt de retrouver une place durable dans le paysage politique...**

Oui, habituellement, le centre sert à faire le lien entre deux propositions, l'une de droite et l'autre de gauche. Or, aujourd'hui, cette simplification a la vie dure. Les idéologies ne semblent plus suffire pour distinguer l'un de l'autre. On recherche davantage un homme d'envergure présidentielle (qu'une femme d'ailleurs) dépositaire des valeurs symboliques de la droite ou de la gauche que détenteur d'un vrai programme, quand bien même on dénonce son absence... Une fois élu, le président devient le représentant de tous les Français, ceux qui l'ont élu et ceux qui ne l'ont pas élu. Traditionnellement, dans ce schéma, le centre sert à faire les majorités, plutôt celle de droite certes mais chacun sait ménager le centre : entre les deux tours en 2007, François Bayrou et Ségolène Royal s'étaient bien rencontrés pour parer à toute éventualité. Puis le Nouveau centre d'Hervé Morin s'est érigé en alternative au troisième homme Bayrou, l'affaiblissant d'autant plus pour les législatives. Ce faisant, Hervé Morin et les siens ont justement défait l'argument de campagne du candidat du Modem, ni droite, ni gauche, ni l'UMP ni le PS. Comme de tradition, le centre droit s'est rapproché du parti majoritaire, plutôt de droite.

Dans le contexte actuel, pour ériger un candidat alternatif au bipartisme français entre le PS et l'UMP, l'attention médiatique est moins portée sur François Bayrou que sur Jean-Luc Mélenchon. Il incarne cette fonction de tribune, de contestataire de l'ordre établi, comme l'avait fait auparavant, dans une autre mesure, Bayrou et le Modem face à la faiblesse annoncée des écologistes et de l'extrême gauche. Surtout, cette posture de troisième homme scelle la faible représentativité des institutions françaises, qui privilégient à tous les niveaux la concurrence entre deux

campes. Cela réduit la diversité des aspirations des Français dans la sphère représentative tant nationalement que localement : la diversité n'étant pas reconnue, elle se porte sur les extrêmes qui n'ont pas vocation à vraiment gouverner. C'est une manière de dénoncer un système devenu distant. C'était l'argument de campagne du candidat Bayrou en 2007, il l'utilise de nouveau aujourd'hui car les choses n'ont pas changé sur cette absence de représentativité des institutions.

**La construction européenne semble la grande absente de cette élection...**

En effet, comme en 2007, et presque comme toujours, la construction européenne ne mobilise pas beaucoup les candidats. En 2007, l'unique candidat à avoir évoqué son importance dans les orientations politiques françaises était François Bayrou et dans une moindre mesure Ségolène Royal. Aujourd'hui, même si certains candidats y font référence, peu de médias relaient leurs propos. Et il est d'autant plus difficile d'argumenter autour de l'Union européenne que l'on se trouve toujours dans une situation de crise économique, une crise qui tend davantage à resserrer les individus sur les réflexes conservateurs et nationaux. L'exemple de la Grèce est à cet égard éloquent. L'Europe serait-elle mobilisée comme un acteur qui pourrait sortir les Français de la crise ? Bien au contraire ! Certains nous proposent le retour à une monnaie souveraine comme le franc pour protéger nos marchés ! Ou d'autres projettent avec plus ou moins de certitude d'aller renégocier les Traités européens !

Dans les faits, l'élection présidentielle ne prédispose pas à ce type d'argument. L'élection présidentielle reste, après les élections municipales, et loin devant les élections régionales et européennes, l'élection la plus courue. Elle illustre le lien presque inaliénable entre le peuple et son mentor incarné dans la figure présidentielle. Le reste importe peu, le débat ne tient pas tant sur l'argumentation que sur des aptitudes à ménager le rôle mémoriel de la



France dans le monde, à l'instar d'un De Gaulle visionnaire ou d'un Mitterrand dépositaire de la culture française. Ce sont les présidents dont l'on se souvient et qui perpétue la tradition française. C'est en cela que l'élection présidentielle est particulière : elle intronise le premier homme de la Nation française, et l'Europe n'a pas vraiment sa place dans ce débat.

**On n'entend pas non plus beaucoup parler dans cette campagne de la nécessaire décentralisation. Quel serait le (ou les) candidat(s) le(s) plus favorable(s) à cette évolution ?**

Le candidat socialiste a officiellement pris position pour davantage de décentralisation. Le fait que les socialistes soient majoritairement représentés au sein des collectivités territoriales devrait effectivement renforcer leur capacité à réformer le système français. François Bayrou semble défendre une « remise à plat ». Nicolas Sarkozy n'en fait pas une priorité de campagne.

**Au final le Pays basque peut-il espérer voir reconnu sa spécificité institutionnelle après cette élection ?**

Ce sera encore long mais le débat n'est plus tabou. Le débat est même officiellement ouvert au sein du Conseil de développement qui a entrepris une réflexion nouvelle. Ce n'est plus un débat exclusif aux partis politiques et aux militants locaux, les langues se délient. Ensuite, cela reste un sujet très fort symboliquement et les symboles résistent beaucoup, surtout en dehors du Pays Basque. La visite mouvementée de Nicolas Sarkozy à Bayonne en février a ravivé des argumentaires éculés et pourtant, même si cela a semblé un peu grossier de reprocher une manipulation des « socialistes » et des « indépendantistes », cela continue de mobiliser « contre » en dehors du Pays Basque. Ce sera encore long mais le débat fait désormais officiellement son chemin.



## Des années intenses

Quatre ans déjà ! Le mandat de quatre ans que l'Assemblée Territoriale d'Iparralde avait accordé à l'ancienne équipe s'est terminé ce vendredi 9 mars.

Ces quatre ans ont été fertiles en événements. Et quel travail accompli !

Sur le plan électoral d'abord. EAJ-PNB s'est présenté seul aux élections européennes de 2009. Dans une gigantesque circonscription allant de Bordeaux à Nîmes, en passant par Toulouse et Montpellier. La liste menée par Jean Tellechea recueille 4200 voix (une bonne partie d'entre elles au Pays Basque, bien sûr, mais plusieurs centaines en Béarn). Rebelote l'année suivante pour les élections régionales. Pourtant tout avait été fait pour que les grands partis monopolisent ce scrutin : il fallait présenter près d'une centaine de candidats. Défi relevé par EAJ-PNB. Au final notre liste recueille plus de 7.000 voix soit près de 7% au Pays Basque.

### Une présence active aux élections

L'an dernier, en 2011, notre appétit grandit : nous décidons de mener deux combats électoraux la même année. Aux cantonales tout d'abord, sur des terrains qui nous sont difficiles (BAB). Le but ici n'est évidemment pas les résultats, sur des cantons où nous

nous présentons souvent pour la première fois. Il s'agit de montrer qu'EAJ-PNB est partout chez lui en Iparralde et qu'il faut compter avec nous dans tous les types de scrutin. Ici aussi, défi relevé. Puis aux sénatoriales. Une première pour nous : nous bousculons l'establishment politique qui ronronne et se partage le pouvoir, PS et UMP confondus. Là encore, il faut désormais compter avec nous. Mais l'alderdi s'est également penché sur des dossiers qui intéressent notre Pays Basque. Le débat sur l'architecture administrative de la France, lancé par le Président Sarkozy, a remis sur la table le dossier de la gouvernance d'Iparralde. En 2008, le seul débat portait sur le département Pays Basque.

### La Collectivité Territoriale spécifique

Or, notre parti travaillait depuis 2003 sur un tout autre projet, rendu possible par la réforme de la Constitution de 1958 lancée par le gouvernement Raffarin. Nous proposons la création d'une Collectivité Territoriale à statut particulier, en conformité totale avec la Constitution.

Nous avons proposé notre projet à Batera, au bureau du biltzar des communes, à la presse et aux élus, au Conseil de

Développement du Pays Pays Basque. Notre magazine Lema a largement ouvert ses pages à cette proposition. Bref nous avons largement diffusé notre initiative. Un groupe d'élus centristes, autour notamment de Beñat Inchaupé d'Hasparren et de Jean Tellechea d'Urrugne s'est rassemblé, pour porter ce projet.

### Des idées qui avancent

Désormais, l'ensemble des acteurs politiques d'Iparralde a abandonné l'idée départementaliste, et nous a rejoint sur la possibilité de créer une collectivité spécifique à notre territoire. Nous ne pouvons masquer notre satisfaction à prouver ainsi ce qui fait notre spécificité : pas de bruit, pas de manifestations aussi bruyantes que stériles. Nous ne sommes pas là pour la galerie. Nous sommes un parti qui travaille ses dossiers, qui émet des propositions sérieuses, et qui les partage avec tous les Basques désireux de faire avancer concrètement notre pays. Voilà. Vendredi 9 mars, de nouvelles instances régionales ont été mises en place. Ne doutez surtout pas de leur volonté de poursuivre le travail accompli, et même de l'amplifier.

Gora Euzko Alderdi Jeltzalea eta Gora Iparralde !

Jean-Marc Quijano

Frantzia maite dutenez gero, ez dute eskualdeko hizkuntzen karta europarra izenpetzen !

Comme ils aiment la France, ils ne signent pas la Charte européenne des langues régionales



Euskal Herria eta Europa osoa maite dituztenez gero, eskualdeko hizkuntzen karta europarra izenpetzen dute.

Comme ils aiment le Pays Basque et l'Europe dans son ensemble, ils signent la Charte européenne des langues régionales



GORKA



## **Erkoreka : « Orain ikusiko da Rajoyren Gobernuaren benetako aurpegia »**

Josu Erkorekak uste du, orain, Andaluzia eta Asturiasko hauteskundeak igarota ezagutuko dugula Rajoy-ren murrizketa asmoen gordintasuna, Ministro Kontseiluak aurrekontu proiektu aurkeztean. Diputatuen Kongresuan EAJ-PNV Euzko Abertzaleak taldearen bozeramaileak iragarri duenez, aurrekontuen onarpenarekin, Andaluziako hauteskundearen ondorengo aldi honetan ikusiko dela Rajoyren Gobernuaren “benetako aurpegia”. Onda Vasca irratia eskainitako elkarrizketan azpimarratu du gizarteak une honetan pairatuko duela Rajoyren neurriek eragindako “egiazko mina”, ostira-lean bertan Ministroen Kontseiluak onartuko duen kontu publikoen egokitzapena ezagutzen denean. Erkorekak azaldu du ezagutu egin dugula jada lan erreforma eta lehen murrizketen bilduma, baina “Andaluzia eta Asturiasko hauteskundearen zain egon dira, ondoren aurrekontuak aurkezteko “ horren azpian zeozer ezkututzen dutelako”.



Ostegunerako deitu den greba orokorraren inguruan, Behe Ganberako bozeramaileak uste du gelditzeak ez diola Gobernuari atzera pausurik ematea eragingo. Gobernuak prest dago zerbait modifikatzeko, baina ez lege egitasmoaren norabidea aldatzeko” gaineratu du. Bestetik ere, Josu Erkoreka beldur da Rajoyk “ez ote duen krisia aprobetxatu nahi, erregimen autonomikoan berdinketa inposatzeko” Baketze politikari dagokionez, Ekorekak espero du Alderdi Popularra eboluzionatzea “ egin egin beharko du, nik uste dut eboluzionatuko dela, baina denbora eman behar zaio”.

Euzko Abertzaleak Kongresuan duen bozeramaileak gogoratu duenez, PP alderdia “ontzi handia da, oso geldo maniobratzen duena, eta bere loturak era lastak ditu”. Hala eta guztiz ere, Erkorekak uste du PP prest dagoela eta oraindik baketze inguruan egin behar duen politikaz hausnartzen ari dela.



## **Agirre, Ortuzar, Egibar eta Aierdi izango dira, hurrenez hurren, ABB, BBB, GBB eta NBBren presidente berriak**

Gaur, larunbata, Araba, Bizkaia, Gipuzkoa eta Nafarroan ospatu diren Herrialde Batzarrekin amaitu da EAJK azken bi hilabeteotan egin izan dituen barne hauteskunde prozesuak. Prozesuon amaieran aukeratu dira Herrialde buru batzarretako presidente berriak, Herrialde Epaimahaietako kideak eta Aberri Batzarrerako ordezkariak. Herrialde historiko bakoitzeko aukeratuak hauek izan dira : Araban, Xabier Agirre ; Bizkaian, Andoni Ortuzar ; Gipuzkoan, Joseba Egibar, eta Nafarroan, Manu Aierdi. Herrialde exekutiba bakoitzaren osaketa horrela geratuko da :

### **ARABA BURU BATZARRA**

- Xabier Agirre, Monica Arbaiza, Beatriz Artolazabal, Maixabel Azpillaga, Natalia Elorza, Unai Grajales, Eugenio Jimenez, Izaskun Moyua, Borja Ormaetxea, Iñaki Prusilla, Ana Ruiz de Alegria, Jose Antonio Suso, Jon Uriarte, Luis Zarrabeitia.

### **BIZKAI BURU BATZARRA**

- Andoni Ortuzar, Amaia Arregi, Luis Mari Artech, Arantza Aurrekoetxea, Gotzon Bilbao, Eusebio Larrazabal, Gotzon Lobera, José Pérez, Unai Rementeria, Idoia Sagastizabal, Xabier Sagredo, Itziar Sasiain y Naiara Zamalloa.

### **GIPUZKO BURU BATZARRA**

- Joseba Egibar, María Eugenia Arrizabalaga, Xabier Arruti, Xabier Barandiaran, Iruñe Berasaluze, Jokin Bildarratz, Idoia Elorza, Jon Jauregi, Lourdes Jauregiberri, Bittor Oroz, Maite Peña, Bakartxo Tejeria, Iñaki Txueka, José Miguel Uribarren, Idoia Yeregui.

### **NAPAR BURU BATZARRA**

- Manu Aierdi, Peio Aierdi, Andoni Albeniz, Miguel Ardanaz, Amaia Arrizabalaga, Xabier Comas, José Luis Etxegarai, Ventura González, Unai Hualde, Carlos Martija, Vicente Soravilla.

## **EAJK, Euskadiko bake prozesuaren aldeko Idahoren adierazpenaren aurrean, bere esker ona adierazi du**

Euskadiko bake prozesua bermatzearen alde, gaur aho betez onartu den, Idahoko Ordezkaileen Ganberak egin duen adierazpenaren aurrean, Euzko Alderdi Jeltzaleak bere esker ona adierazi du. Era berean, datorren egunotan Idahoko Senatuak adierazpen hori berretsiko duenaren konfiantza ere adierazi du EAJK.

Euzko Alderdi Jeltzalearen ustez garrantzitsua da oso nazioarteko erkidegoak Euskadiko bakearen bermatzearen aldeko konpromisoa har dezala, beti ere, ideia politiko guztien errespetutik eta biktimen errekonozimenduaren bidetik.



EAJ-PNVk eskertu nahi du baita ekimen honen bultzatzaile den Cenarrusa Foundation for Basque Culture-ren lana eta, batez ere, Sabino Arana Saria irabazi zuen Pete Zenarruza eta bere laguntzaileen lana, kulturaren eta Ameriketako Estatu Batuetan euskal interesen defentsan egin duten lan guztiarengatik.

## Pilar Garcia de Salazar EBBko idazkari orokorra

Hola deitzen da Belen Greeves en ondokoa Alderdiaren Vgarren Biltzarrean hautatua izan dena joan den urtarrilean. « Jainko maitea ! » suspiratu omen zuen, ikusten baitzuen zer aldaketa ekartzen zion bere bizian lehen lerroan agertze horrek. Halere ikusiz bere lagunen Konfiantza horrek eman zion indarra, bere osotasunean atxikitzeko 1976an PNB alderdian afiliatu zenean izan zuen lilura. Pilar Garcia de Salazar ABBen eta ARABAKo Juntetan moldatu zen eta pasio handi batekin kondatzen du baseko militanteen lana : « Joaiten zara herriz herri Erribera Beherera, Lantarонера edo Maeztura eta ikusten duzu zure jendea goiz guziz jeikitzen eta lanean artzen bere herriarendako. Hori ikustean pilak kargatzen zaizkit !! »

Alderdira jin zen Azkarraga familiaren esku-tik 17 urteetan, kultur elkarte batean ibili ondoan 9 urteetarik goiti. Aldaketa eta esperantza mementoak ziren eta ez zuen bazterrean gelditu nahi. Parte hartu zuen, oraindik gazte zelarrik, lehen biltzar nagusiarendako egin zen ponentzian, Irunan, 1977an. « Orain lan egin behar dut alderdi berritu batean « modernoago batean » 1977ko erakunde berdinean bagine zerbeit gaizki joango zen ».

Nola eremango duen bere lana galdetu eta erantzun hau emaiten du : « Idazkaritza alderdiaren memoria da. Billeren bildumak eta egitarauak ereman behar ditu. Akordioen segida jarraitu behar du, afiliatuen erregistro nazionalaz arduratu behar du eta koordinatu EGIrekin diren har emanak bai eta ponentzien idazketa besteak beste.

Nola ikusten duen alderdia urtarrileko berri-zearen ondoren, erraiten du oso indartsu ikusten duela eta hartu desafioak gaitzeko prest. Lehenik egiteko dagoena da instituzionetan lehen tokia bereskuratzea eta militanteen parte hartzea bultzatzea. Bakea da beste desafio bat : « Gu PNB, beti espanol gobernuarekin izango gira Bakearen bidean laguntzeko, kontsensu parlamentarioa egiteko Bakearen alde, dio Pilar Garciak Urkulluren lana jarraituz eta laudatuz... »

Bere ibilbide politiko gehiena Ardantza Lehendakari ohiarekin egina du Pili bezala ezaguna den emakume sano eta goxo horrek. Guhaurek ere hola ezagutu ginuen duela 5 edo 6 urte, Biarritzeko Foro famatu-  
tuan Ardantzarekin zegonean.

## Munduko gasnarik hoberena

220 adituk 2 700 gasna jastatu ondoan, deliberatu dute berrikitan Mundu guziko gasna hoberena zela Heletako Agour deitzen dena (euskaldunendako agur da hitza baina euskaldun ez direnek ongi erraiteko Agour idatzia da). Peio Etxeleku alderdikidea da enpresa horren buru, orain bere aita Jean Etxelekuren ondotik. Makeako Onetik en ondotik sortu zen Agour eta zenbait denboraren buruan Heletara jin. Memento hortan, 80ko hamarkadaren hasieran, ardi esne guzia E.H.tik kanpoko enpresek gasnatzen zuten. Baina 80tik goiti E.H.n berean sortu ziren kooperatibak eta enpresak ardi esnea hobeki baliatzeko. Ossau-Iraty sormarka ere orduan agertu zen eta hoieri guzietan esker ardi esnea hobeki baliatua eta saldua izan da, krisia zenbait goiti beheiti. Peio Etxeleku, Jean en semeak estudioak egin ditu Pariseko Komerzio Eskola handienetarik batean.



Peio Etxeleku, Agour lantegiaren buruzagia, gasna eta sariarekin

Gero Pariseko enpresa kontseilu batean lan egin du. Formakuntza ederra bildu du beraz, aitaren enpresa eskutan hartu arte. Berrikuntza (innovation) andana bat egin du enpresan eta bere gasnak Sariak irabazi izan ditu aintzineko urtetan ere. Azkenean Sari Handi hau irabazi du eta euskal gasna bai eta Euskal Herri guzia ohoratu. Peioren ibilbide hori eredugarri da euskal gazteentzat. Formakuntza on eta sakon bat Parise handian egin eta berriz E.H.ra itzuli hemengo enpresa bat indartu euskaldu-

nendako lanpostuak sortu eta merkatuak hedatu euskal ekoizpenendako. Hori bera da PNBren filosofia !! Ikusi dugu Ameriketara, Alemaniara eta Ingoterrara zabaltzen ari dela euskal ardi gasnaren merkatua. Biba Peio eta Peio bezalako euskal enpresari gazteak !!!

Duela zenbait hilabete ikusi ginuen eta toki eskasez ez ginuen aipatu ahal izan Alain Dubois alderdikidea ere eta Makeako zuazpezak irabazi zuela « Moniteur BTPren » Sari nagusi famatua Coreba enpresarekin. Beraz txaloak ere Alain Dubois eta Coreba Kooperatibari !!!

Alki enpresako Peio Uhaldek ere (hau ere Makearra) irabazi du ere Sari bat esportazioarendako.

Iratzoki azkaindar designer ari esker Alki Kooperatibak berritu ditu bere ekoizpenak. Iratzoki da ere Sokoa Hendaiaiko enpresa famatuaren designera.

Iparraldeak baditu gero eta gehiago enpresari on eta gazteak E.H.ri bizia emaiten diotenak. !!!

## Euskal Etxeak

Jada aipatua dugu Felipe Eyheragibel, familiaz Santa Grazikoa eta Argentinako PNB ko 150 kideen presidentea. Jaz 100 urte ospatuak ditu erakunde horrek. Aurten, 2012an, Rosarioko Euskal Etxeak 100 urte betetzen ditu. « Zazpirak Bat » deitzen da. Miliun bat pasaturik biztanle dira Rosarion eta portu handi bat badago Parana ibai handiaren bazterrean. Beti izan da Rosario euskaldunen Kafira eta Eyheragibelek maite luke 7 probintzietako ordezkari euskaldunak hara joan daiten. Lau alditan ospatuko dute Euskal Etxearen 100garren urte burua : Aberri Egunean, San Inazio egunean, eta aurtengo Euskal Astean Urrian. Ibarretxe Lehendakari ohiak emango du hitzaldi bat : Ekonomia eta Identitatea Rosarion berean.

Baina jakin dugu ere Bordalen bilduko direla Frantziako 8 Euskal Etxe elgar eza-gutzeko eta lankidetzeta bideak muntatzeko martxoaren 24 eta 25ean. Biba 8 Euskal Etxeak !!!



## Un nouveau Traité pour rien ?

En ce début d'année, les dirigeants européens ont adopté un nouveau Traité « sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'union économique et monétaire » destiné à renforcer la discipline budgétaire et l'harmonisation des politiques économiques au sein de la zone euro.

L'apport principal de ce nouveau Traité est d'obliger les États de la zone euro à adopter, soit dans leur Constitution, soit dans une législation équivalente, la « règle d'or » suivante : interdire à moyen terme les déficits publics structurels supérieurs à 0,5% du PIB.

Concrètement, chacun des 25 pays signataires (le Royaume-Uni et la République Tchèque n'ont pas signé ce texte...) pourra porter plainte devant la Cour de Justice Européenne contre un autre Etat qui ne transposerait et n'appliquerait pas correctement cette règle d'or.

### De supposées avancées

Ce Traité présenté comme une avancée majeure, notamment par les dirigeants français et allemands, contient ses propres limites. Certes, il grave dans le marbre la discipline budgétaire mais il se focalise sur l'austérité en ne renforçant en rien la solidarité entre les États-membres. Au-delà de propos incantatoires sur la croissance et la compétitivité, il ne propose ni de stratégie de soutien à la croissance, ni de gouvernance économique et démocratique digne de ce nom (certes des réunions au plus haut sommet des dirigeants de la zone euro sont prévues mais elles restent informelles...).

Les insuffisances de ce Traité reflètent, une nouvelle fois, l'incapacité du duo Sarkozy-Merkel à faire converger un tant soit peu leurs visions très opposées de l'Union européenne. La Chancelière allemande souhaitait initialement faire un pas vers plus de fédéralisme budgétaire, fiscal et économique tandis que le Président français a voulu s'en tenir à une coopération strictement intergouvernementale, sans défendre les mesures de solidarité et en restant dans le cadre d'une discipline budgétaire rigidifiée.

### Une absence de vision commune

Les discussions autour de ce texte ont montré aussi que les États-membres avaient encore du mal à trouver des solutions communes pour relancer la croissance ; les désaccords restent profonds entre ceux qui estiment que le salut viendra d'une accélération des libéralisations (dont la Grande-Bretagne ou l'Italie...) et ceux qui voudraient une politique économique plus interventionniste (à l'image par exemple de la France...).



Une entente difficile entre dirigeants européens

Par ailleurs, toutes les incertitudes ne sont pas levées quant à l'entrée en vigueur de ce Traité (prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013, dès lors que 12 États, au moins, l'auront ratifié). L'Irlande a annoncé un référendum, par définition périlleux. En France, le Traité ne sera ratifié qu'après les élections présidentielles, et le candidat socialiste a d'ores et déjà annoncé qu'il renégocierait le texte s'il était élu...

### L'enjeu de la gouvernance économique

Malgré ce nouveau Traité, force est de constater que les européens sont plus que jamais divisés sur l'avenir de la construction européenne. La crise a montré que l'Union doit absolument être dotée d'un pilier économique aussi solide et efficace que son pilier monétaire. Mais, nous sommes loin du compte, et les conditions ne sont pas encore réunies pour la mise en

place d'une gouvernance économique européenne digne de ce nom. Pourtant, sans ce saut qualitatif qu'il serait urgent de franchir, persisteront les stratégies de dumping fiscal et social qui représentent un grave handicap pour l'Europe.

En parallèle, il serait nécessaire d'avancer sur la mise en place d'un marché unique de l'emploi qui faciliterait la mobilité des travailleurs tout en leur garantissant le maintien d'un haut niveau de protection sociale et de conditions de travail.

D'autre part, ce qui manque à l'Europe, ce sont des solutions imaginatives pour soutenir l'activité et conduire des politiques communes dans les secteurs clés de la croissance.

### Le défi démocratique

Enfin, il ne serait pas concevable que le renforcement de la gouvernance économique et budgétaire s'accompagne d'une perte de contrôle démocratique.

Le Parlement européen doit pouvoir exercer pleinement ses prérogatives, car, comme le rappelle une de ses résolutions récentes, « le débat parlementaire sur les grandes orientations de politique économique constitue la pierre angulaire de tout système démocratique ».

La légitimité de la Commission européenne doit aussi être renforcée ; pour ce faire, son Président devrait être élu directement par le Parlement européen sans que les Chefs d'Etats et de Gouvernements n'interfèrent. Et, idéalement, son élection devrait émaner du suffrage universel direct ; cela supposerait l'existence d'un véritable espace public européen, qui malheureusement ne semble pas être d'actualité mais doit rester un objectif à terme.



## Des lauréats des prix Sabino Arana Goiri

Comme chaque année, la fondation Sabino Arana Goiri a remis des prix à des Basques et à des institutions félicités pour leur travail.

### « **Construcciones y Auxiliares de Ferrocarriles S.A** » (CAF)

Le siège de la CAF est situé à Beasain (Gipuzkoa). La CAF emploie plus de 7.000 personnes. En 1988, l'entreprise procède à une importante modernisation et à une réorganisation qui lui permet de participer à la fabrication du train AVE (grande vitesse-espagnole) Madrid-Séville.

Parallèlement, la CAF amorce une politique d'internationalisation ambitieuse avec la construction de nouvelles usines et de sites de maintenance. Aujourd'hui, CAF est un leader international, en matière de conception, de fabrication, de maintenance et de livraison d'équipements et de composants pour les systèmes ferroviaires (services, projets intégrales clef à main, financement, etc.). Depuis sa fondation, la caractéristique de CAF est sa souplesse et sa capacité d'adaptation. Sa particularité est d'être au plus près des besoins du client, durant tout le cycle de vie du produit.

### **Eunate Aguirre, championne du monde de bodyboard**



*Eunate Aguirre, championne du monde de bodyboard*

Elle est née à Bilbao. Depuis son enfance, la mer est sa passion. Elle s'engage très jeune dans les compétitions sportives. Elle est soutenue par sa famille, en particulier, son père. Elle

remercie ses amis, ses proches qui l'ont soutenu au quotidien, face aux difficultés. Le chemin n'a pas été simple, mais, Eunat est une sportive battante et ambitieuse qui croit en sa capacité de dépassement. Elle a mis toutes les chances de son côté, l'espoir et la motivation ayant servi de moteur.

Elle a brandi l'ikurriña avec fierté, à travers le monde et tout au long de sa carrière sportive. Après des années de travail et de ténacité, elle réalise son rêve. En novembre 2011, aux Azores, elle devient championne du monde de bodyboard.

### **L'Université de Deusto, l'excellence académique**



*La CAF, une réussite basque impressionnante*

L'Université privée de Deusto fut créée en 1886 par la Compagnie de Jésus. Elle a toujours eu une grande renommée. Elle a fortement contribué au développement industriel et économique du Pays Basque sud. Elle est au service de la société et œuvre pour l'excellence académique et la recherche de la qualité. C'est la première université européenne ayant appliqué le système des crédits ECTS à tous les cursus de formation.

Aujourd'hui, l'Université de Deusto s'est adaptée à l'Espace Européen d'Education Supérieure et comprend six facultés principales.

Par ailleurs, l'université a développé divers instituts et chaires de « postgrade ».

L'un des principaux objectifs de Deusto est l'internationalisation. L'Université de Deusto a obtenu la mention de Campus d'Excellence Internationale pour le projet Aristos Campos Mundus 2015.

### **La CCI de Bilbao : améliorer la compétitivité**

La Chambre de Bilbao fête ses 125 ans. Il est impossible d'aborder l'histoire de la Chambre sans parler de sa structure mère : le Consulat de Bilbao qui fut créé en 1511 pour défendre les intérêts des navigateurs et des marchands dans un esprit d'ouverture vers l'avenir. Cette institution disparût en 1830 mais pas sa raison d'être. La Biscaye connaît alors la prospérité des industries du fer et de l'acier qui deviennent des industries modernes de grande échelle. Elles profitent de l'essor du commerce international. Bilbao, c'est aussi le développement des établissements bancaires, la création de la Bourse de Bilbao, la modernisation du port et en 1886 fut fondée la Chambre de Commerce, d'industrie et de navigation de Bilbao, la première Chambre consulaire d'Espagne.

Cette institution a suscité des projets très importants comme l'aéroport, la Foire-exposition internationale, le Superport de Bilbao, l'autoroute, la raffinerie Petronor, l'Ecole Supérieur d'Ingénieurs, etc. sans oublier la formation.

Actuellement, la Chambre de Bilbao a dû adapter ses fonctions au cadre institutionnel de l'Autonomie basque ainsi qu'à celui du territoire national et de la Communauté européenne. L'objectif fondamental de la Chambre de Bilbao est d'améliorer la compétitivité des entreprises de la Biscaye.



## Bilbao et Biarritz, ensemble

Les deux villes basques, Bilbao y Biarritz coordonneront leur promotion touristique, culturelle et celle sur les loisirs



Didier Borotra et Iñaki Azkuna

Les maires de Bilbao et de Biarritz, Iñaki Azkuna et Didier Borotra ont paraphé un accord de coopération concernant la promotion touristique, culturelle et de loisir, "en profitant des synergies" entre ces deux villes pour favoriser leur positionnement international et la relance de l'Arc Atlantique.

Suite à la signature de l'accord de coopération, à la mairie de Bilbao, les deux maires se sont présentés devant la presse pour assurer que les relations entre Bilbao et Biarritz iront en s'intensifiant et se coordonneront pour que les projets culturels et touristiques de chaque ville soient profitables à l'autre partenaire.

De cette façon, Azkuna a expliqué que pour Biarritz "le musée Guggenheim de Bilbao est très intéressant" parce que certains de ses visiteurs se sont également rendus à Biarritz. De la même façon, Bilbao "est intéressé par le grand nombre de visiteurs que Biarritz attire tout au long de l'année."

Suivant la convention signée, les deux cités basques échangeront par exemple de l'information sur les événements culturels, sportifs et de loisirs. Elles faciliteront également l'achat d'entrée pour des spectacles. De plus, les centres d'information touristique disposeront des calendriers d'activités de l'autre ville, à destination des voyageurs.

Le maire de Biarritz a précisé que cette ville accueille chaque année plus de 200 congrès par an et les visiteurs recevront désormais toute l'information utile "pour aller" à Biarritz, de la même façon que les participants aux événements professionnels qu'accueillent le Palacio Euskalduna et le BEC disposeront des propositions touristiques de Biarritz.

Iñaki Azkuna a insisté sur la nécessité de profiter des ressources naturelles, comme les plages et les sites d'intérêt environnemental, ainsi que les infrastructures culturelles dont disposent les deux villes, pour que "l'Arc Atlantique revive" et que cette région soit connue comme destination touristique et culturelle, dans le reste de l'Europe.

De plus, Bilbao a l'intention de promouvoir les actes prévus par le Ballet de Biarritz et cette ville s'est engagée à soutenir "la côte biscayenne comme une référence dans le domaine du surf".

Biarritz comptera en la présence de Bilbao dans la célébration du foro annuel consacré à la politique latinoaméricaine, qui compte habituellement avec la présence de présidents, de ministres et de maires de ses pays.

**Recevez désormais le Lema par courriel**  
Vous souhaitez recevoir votre magazine Lema en avance ?  
Vous souhaitez recevoir des informations et des invitations de la part de la rédaction de Lema ?

C'est très simple : il vous suffit de nous faire parvenir votre adresse électronique à : [contact@ej-pnb.eu](mailto:contact@ej-pnb.eu).  
Et c'est tout. Alors, n'hésitez pas !





## Les partis préparent les élections autonomiques de mars 2013

Un premier sondage d'Euskobarometro a eu lieu le 2 mars et a donné les résultats suivants.

Le PNB serait clairement le vainqueur avec 350 000 voix, suivi de Amaiur, avec 280 000 votes soit une différence de 70 000 voix. Le PSE perdrait 100 000 suffrages par rapport à 2009. Par contre le PP actuel allié de Lopez à Gasteiz en gagnerait 30 000. EB et UpyD arriveraient au même nombre de voix qu'en 2009 et il est possible que les 2 formations restent sans représentation parlementaire.

En 2009, la liste du PNB avait alors J. J. Ibarretxe comme tête de liste. Par rapport à cette élection, le PNB perdrait 50 000 voix puisqu'il était arrivé à 399 000 voix en mars 2009. Malgré cela le PNB garderait une importante différence par rapport au second (Amair avec 280 000 voix). En mars 2009 le second était le PSE avec 318 000 voix soit 81 000 voix de moins que le PNB.

C'est en Biscaye que le PNB aurait le plus de voix et remporterait une claire victoire avec 32,8% des voix et 10 points de plus qu'Amair. Cependant en Gipuzkoa Amair gagnerait avec 32,6% des voix, 5 points de plus que le PNB qui arriverait à 27,7 % des voix.

En Araba, le PP est servi par son rôle à la Diputacion qu'il préside. Il se trouve en tête avec 25,9% des suffrages alors que le PNB remonte de la 4<sup>ème</sup> place à la seconde avec 22,4% des voix mais suivi de très près par PSE et Amair tous deux autour de 21%. Le grand perdant au niveau global serait le PSE qui dirige le Gouvernement Basque et qui perdrait 100 000 voix passant de 318 000 à 210 000 voix.

Andoni Ortuzar président du Bizkai Buru Batzar commente « Les citoyens basques, 3 ans après l'accord PSE-PP ne sont pas d'accord avec cette opération. Dans une situation complexe politiquement et si difficile économiquement, ils continuent de regarder le PNB comme l'option qui doit diriger le pays » .

## Réaction de la gauche abertzale et constitution d'une Commission pour la Paix !

Le dimanche 11 mars, la gauche abertzale, ancien Batasuna et membre de la coalition Amair participait à un meeting-hommage à Monzon à Oyarzun. L'orateur, Permach, éternel anti PNB déclarait avec force qu'il ne fallait pas laisser le PNB gagner ces élections et appelait à la mobilisation pour qu'Amair soit la première force politique. Il accusait le PNB d'être pire que le PSE pour la constitution au Parlement Basque de la commission de suivi du processus de Paix. Cette idée défendue par Aintzane Ecenarro (Aralar) que Patxi Lopez a été incapable de porter jusqu'au bout car attaquée par Basagoiti (il faudra choisir entre Batasuna et nous, avait-il crié à Patxi Lopez) a finalement aboutie. Aucune force politique n'en sera exclue, et elle sera constituée et votée par le Parlement lors de la session du 30 mars. Le PNB s'y est particulièrement impliqué avec Aralar qui l'a amené jusqu'au bout. Le PP aussi y sera présent.

## Hommage à la langue basque

Pour la première fois depuis 3 siècles, la Real Academia de la Lengua Espanola (RAE ou Académie Royale de la Langue Espagnole) a rendu hommage à l'euskara le 14 mars au siège de l'académie à Madrid. Le ministre espagnol de la Culture a déclaré « L'euskara est une langue vivante et nous devons culturellement la dignifier entre tous ». Il a proposé à Euskaltzaindia et à la RAE de travailler ensemble tout en rappelant que ce travail en commun a dans le passé porté des fruits. Il faisait allusion à la relation entre R.M. De Azkue premier président de l'Euskaltzaindia et Ramon Menendez Pidal grand linguiste espagnol favorable à l'euskara.

Les Représentants de Jaurilaritza (Gouvernement Basque), Eusko Legebiltzarra (Parlement Basque) Euskaltzaindia, l'Institut Etxepare, et les Amis du Pays Basque étaient présents lors de cet acte.

Malheureusement, les Représentants du Gouvernement Navarrais ne sont pas venus. L'équipe de la présidente Barcina refuse de reconnaître le caractère basque de la Navarre mais beaucoup de citoyens la revendiquent. A. Quiroga la présidente PP du Parlement Basque a déclaré que l'euskara doit emprunter « les chemins de la persuasion et non les chemins de l'imposition ». Elle a aussi fait une déclaration confuse et contradictoire en disant qu'il fallait protéger l'euskara mais sans politique linguistique !!! Aizpea Goenaga de l'Institut Etxepare a déclaré que l'euskara « n'est pas un rempart mais un pont » et demandé la fin de la tension entre euskara et espagnol. Certains ont dit que cette rencontre a été faite dans un but politique, mais elle a eu le mérite d'exister officiellement... Nous Basques d'Iparralde qui sommes dans le Pays des Lumières et du Progrès, avec une Académie française qui ne nous reconnaît pas, irons le 31 mars participer à la manifestation Deiadar pour réclamer l'officialisation de notre langue.

## AB adhère à la plate forme Amair

Le 14 mars, AB a enfin adhéré à une organisation politique qui prend en compte l'ensemble du territoire national basque. Il s'agit de la plate forme Amair. Cela fait des années que le PNB est présent sur les 7 territoires du Pays Basque. Au sujet d'Amair Egibar le gipuzkoan avait déclaré, il y a quelque temps : « C'est la nouvelle bourgeoisie basque qui n'a rien fait pendant 30 ans alors que nous construisions Euskadi » Il a déclaré cette semaine que Bildu « provoque » pour se faire mettre à la porte du pouvoir et jouer le rôle de victime, attitude qui fait partie de son bagage politique. Avec Eneko Goia élu à la mairie de Donosti ils pensent que Bildu fait de la gestion improvisée, sans plan. Bildu a conservé sa culture d'être contre tout projet de construction d'infrastructure comme dans le cas de l'incinérateur de Zubieta. Il veut mettre en place une gestion des déchets porte à porte qu'il veut imposer. Il est contre l'incinérateur et laisse les routes de Gipuzkoa sans entretien. Il est contre toutes les grandes structures au coup par coup car il n'a pas de plan de gestion.



## Les membres du nouvel



### **Txaro GOIKOLEA**

Veuve et mère de 6 enfants.  
Retraitée. Licenciée de français à Madrid et diplômée en commerce franco-ibérique.  
Membre d'EAJ-PNB depuis 1978 (biltzar de Baiona).  
Présidente de l'Ipar Buru Batzar depuis 2009.



### **Paco ARIZMENDI**

59 ans, marié, 2 enfants.  
Imprimeur.  
Membre d'EAJ-PNB depuis 2006.  
Président du biltzar de Baxe Nafarroa-Xiberoa.  
Conseiller municipal à Donibane Garazi.

### **Dany CAMBLONG**

65 ans, marié, des enfants.  
Vétérinaire retraité.  
Membre d'EAJ-PNB depuis 2005 (biltzar de Lapurdi barnekaldea) ;  
membre de l'IBB sortant.  
Ancien conseiller municipal et adjoint au maire à Hazparne (1977/ 2001).  
Président du comité de jumelage Hazparne-Azpeitia.



### **Gaxuxa ELHORGA DARGAINS**

Mariée, 2 enfants.  
64 ans, professeur d'anglais à la retraite.  
Membre du biltzar de Donibane Lohitzune depuis 2002 ; membre de l'IBB sortant.  
Conseillère municipale à Donibane Lohitzune depuis 2008 et adjointe déléguée en charge de la langue et de la culture basque.



### **Francis GELLIE**

Marié.  
Retraité.  
Membre du bilzar de Donibane Lohitzune depuis 2009.  
Conseiller municipal à Ahetze depuis 2008.



### **Jean TELLECHEA**

42 ans, marié, 3 enfants.  
Directeur industriel de PME (Hendaia).  
Membre du bilzar d'Hendaia depuis 2007 ; membre de l'IBB sortant.  
Conseiller municipal à Urruña depuis 2008 en charge du développement économique et délégué au syndicat de soutien à la culture basque. Conseiller communautaire à la C.C. Sud Pays Basque.



### **David NAVARRO**

37 ans, en couple.  
Directeur international projets et ingénierie à Beasain (Gipuzkoa).  
Membre du biltzar d'Hendaia.

### **Ander UGARTE**

Marié, 3 enfants.  
Gérant de la Sarl PUNPA. Membre du biltzar de Donibane Lohitzun.



### **Manu BAKERO**

Manu BAKERO, 45 ans, ancien cadre territorial. Juriste. Membre du biltzar d'Hendaia depuis 1990. Membre de l'IBB sortant.





## Ipar Buru Batzar (IBB)

### 4 nouveaux membres intègrent l'Ipar buru batzar

Les adhérents d'EAJ-PNB Iparralde viennent de renouveler l'Ipar Buru Batzar (IBB) c'est à dire la direction régionale du parti.

Sur les 10 membres (un siège reste à pourvoir), 4 nouveaux visages apparaissent dans le nouvel IBB : Paco Arizmendi (Garazi), Francis Gellie (Ahetze), David Navarro (Hendaia) et Ander Ugarte (Donibane Lohitzun).

Anciens et nouveaux burukide nous expliquent pourquoi ils ont choisi de s'engager au sein d'EAJ-PNB et comment ils imaginent l'avenir de la voie centriste basque dans la vie politique.

### Pourquoi ont-ils franchi le pas?

La philosophie de l'alderdi, "abertzale, humaniste, démocrate et européenne" est un moteur puissant pour ses adhérents.

Si les membres de l'IBB partagent ces mêmes fondements essentiels, leur rencontre avec EAJ-PNB s'est effectuée de façon différente.

Txaro Goikolea tout comme David Navarro ont des racines "sudistes" et sont naturellement tombés dans la marmite d'EAJ-PNB dès leur enfance.

Francis Gellie, lui, a longtemps vécu loin du Pays basque et c'est son engagement municipal à Ahetze qui lui a fait croiser la route de membres d'EAJ-PNB. "Au sein du conseil municipal, je me suis engagé sur tout ce qui était culture et langue basque, explique-t-il. Et je me suis rendu compte que je partageais beaucoup d'autres choses avec les membres d'EAJ-PNB".

Manu Bakero a suivi le même chemin quelques années plus tôt. L'éloignement géographique pour des raisons professionnelles et la rencontre avec de fortes personnalités (Ximun Haran, les 2

Iñaki, Durañona et Ibarloza et Jose Mari Muñoa) l'ont poussé à franchir la porte d'EAJ-PNB.

L'engagement au sein du plus ancien parti basque, traduit aussi un attachement aux racines. C'est ce que souligne Jean Telletchea : "S'engager dans un parti qui défend nos racines pour construire l'avenir, c'était pour moi logique".

L'affectif n'est jamais loin non plus, comme le dit Ander Ugarte : "Nous sommes un peuple avec une culture et une langue qui est un joyau, c'est notre âme. Et EAJ-PNB, à travers ses valeurs et ses actions, défend tout cela".



Juan Jose Ibarretxe fut l'un des chefs de gouvernements les plus charismatiques d'Euskadi

L'exemple des gouvernements successifs d'Euskadi dirigés par EAJ-PNB est aussi à souligner. "A la vue de ce qu'ils ont réalisé dans la communauté autonome d'Euskadi en 25 ans, tant du point de vue économique que politique, on ne peut qu'adhérer !" s'exclame Dany Camblong.

L'un des autres atouts d'EAJ-PNB, c'est de ne pas être un parti "succursaliste" c'est-à-dire qui prend ses décisions ailleurs qu'ici même en Pays basque.

"L'organisation et le fonctionnement démocratique m'ont tout de suite attirée car ils correspondaient à mes aspirations de gouvernance au plus près de la base" souligne ainsi Gaxuxa Elhorga-Dargains. Restait à expliquer en quelques mots ce qui fait la différence entre EAJ-PNB et un autre parti abertzale. "C'est l'alderdi qui offre à mon sens, la réflexion abertzale la plus complète", estime Paco Arizmendi. Les partis classiques français s'arrêtent à la porte du pays dès qu'il s'agit de proximité ou de gouvernance locale. Quant aux autres partis abertzale, ils ont un positionnement très frileux dès qu'il s'agit de nouveauté ou d'inconnu".

### Pourquoi avoir pris des responsabilités au sein d'EAJ-PNB ?

"Ces responsabilités au sein d'un parti comme EAJ-PNB on ne les prends pas, on nous les donne" rappelle en préambule sa présidente Txaro Goikolea. "Les alderdikide m'ont élue et, en accord avec ma famille, j'ai répondu oui et je l'assume!".

Volontariste autant en politique que sur une cancha, Ander Ugarte estime que "si nous voulons obtenir quelque chose, il faut aller le chercher. Soit on fait partie d'un chargement, soit on le tire. Moi je préfère tirer qu'être à la remorque".

Tous partagent bien sur la volonté de développer le parti en Iparralde. "Je m'y suis engagée pour le faire connaître et faire partager ses objectifs comme l'avènement d'une société plus juste, où l'homme est au centre du dispositif et où l'économie est au service de l'homme" souligne Gaxuxa Elhorga-Dargains.

Jeunes retraités, Francis Gellie et Dany Camblong veulent mettre à profit le temps libre que leur procure leur nouvelle vie pour s'investir : "Aujourd'hui à la retraite, je peux consacrer un peu plus de mon temps et de mon expérience à ma région, à mon pays" remarque ainsi Dany Camblong.



Du côté des jeunes de l'IBB, on a senti aussi que c'était le bon moment pour s'investir davantage au sein de EAJ-PNB. "Je pense avoir l'âge où le rapport expérience/motivation justifie de prendre des responsabilités dans un groupe" avance Jean Telletchea.

Même son de cloche pour David Navarro qui estime qu'il "est temps que les jeunes s'engagent davantage dans la construction sociale et économique de notre pays".

### **L'avenir d'EAJ-PNB en Iparralde ?**

Logiquement, c'est l'optimisme qui prévaut même s'il n'est pas béat.

"Notre parti a une longue histoire depuis sa naissance en 1895, mais courte à l'échelle d'Iparralde, constate Txaro Goikoela. Alors cela demandera forcément beaucoup d'effort et de travail aux alderdikide".

S'il reconnaît que "les gens d'Iparralde ne nous connaissent pas" Ander Ugarte croit que "le lien s'établira avec les gens qui croient en eux et dans leur pays".

L'établissement de ce lien passera par le développement du parti et de ses outils. Parmi eux LEMA. "Nous voyons que nous sommes de plus en plus connus notamment grâce à notre revue Lema" note

Gaxuxa Elhorga-Dargains. Et même si elle voit que les temps ne sont pas propices à la politique en général, elle se veut optimiste : "Beaucoup de nos concitoyens sont devenus très individualistes et peinent à s'engager sur le long terme. Mais c'est ensemble que nous allons redécouvrir la solidarité et la nécessité de s'investir".

Plus terre à terre, Francis Gellie parie sur "une présence accrue aux élections" alors que Manu Bakero insiste sur la "nécessité de crédibiliser notre projet".



L'avenir d'EAJ-PNB en Iparralde sera lié à sa capacité d'être une véritable alternative. "Nous devons croire pour offrir une alternative centriste à ceux qui ne se reconnaissent pas dans la gauche abertzale, et pour offrir une alternative abertzale à ceux qui ne se reconnaissent pas dans la droite et le centre des partis succursalistes français" résume Manu Bakero.

Le succès futur du parti jeltzale dépendra aussi de sa capacité à devenir un véritable "All catch all party" comme le disent les américains, un parti transversal. Ce qu'il a commencé à faire, estime Dany Camblong: "EAJ PNB a ouvert ses portes. Le Groupe des Elus Centristes est né d'une volonté de parler du Pays Basque et de son avenir. Les élus centristes de tout bord (Modem, Nouveau Centre, PNB et sans étiquette) ont pour la première fois rédigé un document commun : « la Contribution », projet de Collectivité envoyé au Conseil des Elus. L'avenir de la politique en Iparralde et de l'Alderdi en particulier, est dans la transversalité. De l'écologie raisonnée, en passant par la social démocratie, jusqu'à la démocratie chrétienne, les acteurs qui parlent la même langue sont nombreux".

En conclusion, Paco Arizmendi lance : "J'imagine qu'EAJ-PNB aura la place qu'il mérite au sein de notre société, c'est à dire la première place des partis politiques en Iparralde. Ca prendra sûrement du temps, mais comme avait dit un certain J. J. Ibarretxe, nous sommes un peuple millénaire et la persévérance est de notre côté. Nous y arriverons...".

### **Un parti en ordre de marche sur les 7 provinces**

EAJ-PNB est un parti politique qui travaille sur les 7 provinces du Pays Basque (et même sur la 8ème, celle de la diaspora !). Son organisation interne tient naturellement compte du principe de large autonomie de ses provinces. Du coup, les alderdikide (membres du parti) de chacun des 5 territoires élisent leur propre direction régionale. Les 3 provinces d'Iparralde (Lapurdi, Baxe Nafarroa, Xiberoa) moins densément peuplées que leurs voisines sont réunies en une seule organisation.

Ces élections se déroulent en 2 temps : lors du premier tour, les militants proposent des noms et lors du second, ils choisissent parmi ceux qui sont encore en lice.

Les adhérents de chaque province se sont donc prononcés. Pas de changement dans 3 organisations territoriales : la Biscaye a redonné sa confiance à Andoni Ortuzar tout comme le Gipuzkoa a réélu Joseba Egibar et Iparralde, Txaro Goikolea.

On notera deux changements: Manu Ayerdi a été élu à la suite de Jose Angel Agirrebengoa en Navarre et Xabier Agirre succède à Iñaki Gerenabarrena en Araba.

Les 5 présidents des organisations régionales participeront désormais tous les lundis aux réunions de l'Euskadi buru batzar (EBB) à Bilbao.



## Quand Mélenchon s'en mêle, il s'emmêle !

Et nos langues dans tout ça ? Je veux dire dans tous ces sujets débattus à l'occasion de la campagne pour la présidentielle. Le Basque par exemple ? Langue régionale pour la France et langue nationale pour le Pays-Basque. Qu'en disent les candidats ? Passons-les en revue. Pour Marine Le Pen, c'est simple, ça va être vite plié, elle ne nous a pas habitués à faire dans la dentelle sur ce thème comme sur les autres. Voyons, est-ce que j'abuse si je résume sa position par « Une nation, un peuple, une langue » ? C'est à dire à peu près « Ein Volk, ein Reich, ein... Sprache ! » Non, pas vraiment, hein ? Nicolas Sarkozy, lui, nous avait promis dans l'année une loi sur les langues régionales après leur mention dans la Constitution. Nous attendons toujours. De plus, il nous a appris récemment que l'on n'aime pas la France si l'on souhaite leur reconnaissance par la ratification de la charte européenne. Voilà une prise de position du chef de l'état qui n'est pas de nature à susciter chez nous un attachement indéfectible au dit état.

Bayrou est Béarnais et parle le Béarnais, c'est le seul candidat qui parle une des langues régionales de France. Tiens, il est pour la ratification de la charte ? Ah bon. François Hollande aussi. Eva Joly idem mais

en plus favorable à l'offre généralisée du bilinguisme français/langue régionale au sein de l'éducation nationale. Bravo ! Nous arrivons à Mélenchon. Pour présenter le bonhomme, je dirai d'abord qu'il se déclare jacobin et fier de l'être. C'est son droit. Mais là où ça commence à être rigolo, c'est quand il essaye de justifier ses positions archi réactionnaires (le mot est choisi exprès pour titiller ses partisans mais néanmoins hélas approprié). Parce que évidemment, il se veut démocrate, universaliste, généreux, ouvert, amoureux des langues, n'en jeter plus, la cour est pleine. Alors sa dialectique (même pas marxiste d'ailleurs, Poutou du NPA par exemple est favorable à la ratification) tient du grand écart, de l'acrobatie, de la contorsion verbale, du trapèze volant de la sémantique. Il est bien forcé, le pauvre, de commencer à dire qu'il est tout à fait favorable à ces langues mais, car il y a un MAIS, vous l'aurez deviné, il y a même plusieurs MAIS, aussi réjouissants les uns que les autres. Du véritable florilège de conneries finalement pleine de haine (ou de peur) de ce grand humaniste philologue, on peut extraire ces quelques fleurs de poésie. Je ne sais par laquelle commencer. Allons-y sans ordre : il pense que l'inscription dans la constitution que ces langues « font partie du patrimoine

de la République » est une « catastrophe » (oui, oui), « Et en plus, cela figure dans l'article UN, alors que ce n'est que dans l'article DEUX que l'on précise que le français est la langue de la République. » (dixit ! Si j'ose m'exprimer ainsi illégalement en latin). Les défenseurs des langues régionales, quant à eux, sont des « ethnicistes », d'ailleurs le fondateur du Breton unifié était un collaborateur pendant la seconde guerre mondiale et si ce n'est pas une preuve ça ! D'ailleurs, pour ce grand spécialiste qu'est Mélenchon, il existe cinq langues bretonnes, qu'il est prêt à défendre une par une jusqu'à la mort contre ceux qui voudraient les remplacer par le breton unifié (quand on vous dit que c'est un défenseur des langues régionales !). Les écoles DIWAN (enseignement tout en breton sur le modèle des ikastolas) est une « secte » qui se referme sur elle-même et refuse de regarder vers l'avenir; alors que lui s'appuie sur l'ordonnance de Villers-Cotterêts de François 1<sup>er</sup> (1539) pour dire... tenez-vous bien... que cet enseignement n'est pas... je vous le donne en mille... RÉPUBLICAIN ! Même Coluche ne l'aurait pas trouvée celle-là. Alors de grâce, au moment de voter, ne Mélenchon pas les torchons et les cherviettes, pensons à nos langues eta bereziki dagokigunari : euskarari !



## Mugimenduan diren girixtinoen lehen foroa

Martxoaren 10ean, larunbat osoan, lehen foro hori izan da Baionako Villa Pia ikastetxean. Lehen aldi honetako, trumilka etorri da jendea, sei ehun lagun pasa omen. Antolatzaileek espero zuten baino askoz ere gehiago. Egiazko arrakasta bat beraz. Egitaraua edo programa hornitua zen. Goizetik arrats, gai guzietan: erlisioan, ekonomian, ekologian, etxebizitzan, artean, medikuntza ezietan, etabarretan. Girixtinoak gizartean daude arraina urean bezala, arlo guzietan. Buru ezagunak topatzeko parada izan da. To, ez nekien hura girixtinoa zela erraiten genion gure buruari. Konfesio guzietakoak ziren girixtino horiek,

katolikoak zein protestantak ala ortodoxoak. Oso ekintza ekumeniskoa. Bitxia dena, eta deitoragarria dudarik gabe, Baionako apezpikuaren ez izatea eta ondorioz, apez guziena. Hor ziren elkarte batzuk ez zaizkio omen gustatzen, Elizaren kontrakoak lirakeenak. Egitez Elizaren zentzuan beti joaten ez direnak. Horrelako girixtinoen elkarretaratze bat apezik gabe ! Ohar zaitetz ! Apezteriak erregulariki otoiitz eragiten digute ekumenismoaren alde igandeko mezetan, arrazoiarekin, eta praktikan horren ezartzeko aukera aurkezten denean, tirrit ! Fitsik ! Inor ez ! Zer da egiazko arrazoia ? Ez dakit. Zinez ez dakit. Baina Elizaren irudia ez da handiturik ateratua hortik edo ahoan bilorik gabe

mintzatzeko: apezpikuarena. Eta apezpikuarena, praktikatzan duten katolikoengan ! Ez gara Elizaren kontra, Elizaren alde baizik. Baina Eliza irekiagoa, mugimenduan, Ebanjelioa mezutzen diona gaurko jendeari. Ez gara Elizaren kontra, ez. Alderantziz. Elizaren barnean gaude. Ez gara Elizaren zati bat baizik, egia da. Baina gehiengo, segur aski. Gehiengo isila eta gehiengo isil horrek bere boza entzunarazi nahi du, lasaiki, fedearen onean, denen onean. Bigarren foro bat izanen da, zalantzarik gabe, espero dezagun gure apezpikua eta apezak hor izanen direla gure artean. Zeren eta azken finean, haiek ere Elizan baitaude. Ez ?



## Virginie Brillant : « la Collectivité Territoriale est privilégiée »



Virginie Brillant, vice-présidente du Conseil de Développement du Pays Basque a vécu des mois intenses pendant lesquels les membres du Conseil de développement se sont livrés à une réflexion approfondie sur l'avenir institutionnel du Pays Basque. Elle nous livre ses réflexions et ses impressions, suite à l'Assemblée Plénière du 08 mars dernier qui réunissait les Conseils de Développement et des Elus.

### Pourquoi le Conseil de Développement a-t-il impulsé la réflexion sur l'avenir institutionnel du Pays Basque ?

Dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales engagées par le gouvernement, le Conseil des Elus a décidé, par une délibération du 15 novembre 2010, d'initier une réflexion sur les

collectivités territoriales propose une rationalisation des intercommunalités et impose l'abrogation de l'article 22 de la loi n°95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire concernant la création de «Pays», faisant disparaître cet adossement juridique.

Bien des acteurs affirment que ce ne

L'actuel mode de gouvernance du Pays Basque montre ses limites.

En tant qu'associations, le dispositif CEPB/CDPB n'est pas pris en compte dans les grands débats qui concernent le territoire et le pays. Pour illustrer ce propos, il faut savoir que dans le cadre des Etats généraux sur la démocratie territoriale, il a été nécessaire d'exprimer le souhait auprès du Président du Sénat afin que le Conseil des Elus soit consulté et considéré comme un organisme à part entière et ayant toute sa place dans cette consultation.

Quel que soit l'enjeu auquel est ou sera confronté le Pays Basque, tant qu'il ne disposera pas d'un mode d'organisation institutionnalisé, sa voix ne sera entendue que très partiellement puisqu'il ne dispose d'aucune compétence pour intervenir en tant que tel.

Ainsi, partant de ce constat, le dispositif actuel ne suffit plus, il était impératif de nous interroger sur notre avenir institutionnel. C'est le sens de la démarche actuellement menée par le Conseil de Développement.

### Quelle a été la méthode de réflexion adoptée ?

Le Conseil de Direction du Conseil de Développement, le 19 septembre 2011, a adopté une méthodologie qui s'articulait autour de deux phases : la première consistait à déterminer les domaines d'action qui pouvaient être assumés à l'échelle Pays Basque et à quel niveau. La seconde phase reposait sur l'examen minutieux des structures juridiques que pouvaient adopter le Pays Basque. En



L'Estia, une école au service du développement local

modalités d'évolution du dispositif du Pays Basque. A cette fin, le Conseil de Développement a été sollicité pour ouvrir le chantier relatif à l'évolution de la gouvernance au Pays Basque.

Cela répond d'une part à la nécessité d'adapter le dispositif CEPB/CDPB aux enjeux locaux, notamment ceux liés à l'attractivité du territoire, aux disparités territoriales, au développement économique, social et environnemental et de déterminer un mode de gestion efficace et concerté de nos politiques publiques.

D'autre part, la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des col-

lectivités territoriales propose une rationalisation des intercommunalités et impose l'abrogation de l'article 22 de la loi n°95-115 du 4 février d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire concernant la création de «Pays», faisant disparaître cet adossement juridique.

Bien des acteurs affirment que ce ne sera pas le cas et que le pays « Pays Basque » bénéficiera d'une sorte de statut dérogatoire à la loi. Néanmoins, que ce soit le cas ou pas, la réflexion sur l'avenir institutionnel du Pays Basque repose sur un constat : les enjeux pour le territoire ne peuvent plus être pilotés par deux structures associatives.

Aujourd'hui, le Pays Basque doit pouvoir évoluer dans un cadre juridique pouvant répondre aux grands défis qui attendent le territoire, basé sur la reconnaissance de la singularité de l'identité du Pays Basque.

### Quelles sont ses limites ?



l'occurrence, il s'agit des trois options qui avaient été déjà envisagées lors de la rencontre entre le dispositif CEPB/CDPB et M. Balladur le 17 février 2009 : le maintien du statut actuel, la constitution d'un établissement public et la création d'une collectivité territoriale à statut particulier dotée de compétences propres.



*Un atout : notre qualité de vie*

Concrètement, la première phase a vu la création de 6 groupes de travail dirigés chacun par un référent CDPB et un référent CEPB, organisés autour des domaines d'action publique suivants :

- 1) Economie/emploi-formation professionnelle et formation supérieure,
- 2) Aménagement, urbanisme, habitat,
- 3) Déplacement, transports et infrastructures,
- 4) Education, culture, langue et loisirs,
- 5) Environnement et gestion des ressources,
- 6) Action sociale, santé et jeunesse.

Chaque groupe devait, en premier lieu, effectuer un diagnostic par thématique (qui est compétent, les défis dans ce domaine, l'analyse sous le prisme de l'échelle Pays Basque). Dans un second temps, chaque groupe a dû définir la nature des missions que le Pays Basque pourrait assumer demain (de la mission d'étude à la définition d'une politique publique).

En parallèle, il s'est agi de faire intervenir des experts en droit public afin qu'ils analysent et exposent de manière objective les trois options qui avait été envisagées pour le Pays Basque. L'objectif principal étant de dépassionner le débat autour de la question de la gouvernance et d'objectiver la réflexion.

Le pilotage de ce chantier a été assuré par l'Assemblée Plénière du dispositif CEPB/CDPB, qui réunit les membres du Conseil d'Administration du CEPB et le Conseil de Direction du CDPB. L'Assemblée Plénière s'est réunie à trois reprises : le 13 octobre 2011 afin de lancer officiellement le chantier, valider la méthode et constituer les groupes de travail ; le 28 janvier 2012, où le résultat des travaux des six groupes de travail a été restitué aux membres ; et le 8 mars 2012 où les experts juristes ont fait part des conclusions de leur étude sur les trois options possibles.

Enfin, l'objectif final de cette réflexion est que le CDPB émette un avis argumenté à partir duquel le CEPB pourra déterminer sa position sur le sujet.

### **Cela a été mené de façon pragmatique ?**

Ce chantier a été mené de manière rigoureuse. La méthode de travail qui a été élaborée a permis d'une part, d'ouvrir des débats efficaces et de permettre à l'ensemble des acteurs du territoire de

faire part de leur expertise dans les domaines d'action publique où ils interviennent. D'autre part, l'intervention d'universitaires, spécialistes de droit public, a rationalisé la réflexion et a instauré l'objectivité nécessaire dans un débat qui pouvait susciter des passions. Ainsi, au lieu de faire appel à un cabinet d'étude, spécialiste des collectivités territoriales, qui n'aurait eu aucune connaissance fine du Pays Basque dans son essence, de son territoire et de ses habitants, il nous a semblé plus opportun d'impliquer dans cette réflexion des professeurs de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, plus à même de comprendre les enjeux, et plus proches de la réalité de notre territoire.

Nous avons contacté M. Jean-Pierre Massias, Professeur de droit constitutionnel à l'UPPA, qui intervenait déjà dans les débats proposés par la plateforme BATERA et M. Jean Gourdou, professeur de droit public et Directeur du centre de recherche « Pau Droit Public ». Leur implication dans cette réflexion a été déterminante : outre l'apport de leur analyse sur les trois options envisagées pour l'avenir institutionnel du Pays Basque, ils sont allés à la rencontre des acteurs publics et privés du Pays Basque afin de recueillir leur avis sur cette délicate question. Au total 35 entretiens ont été réalisés.

*Une université limitée par une absence de pouvoir local*





Il est indéniable que cette démarche a désacralisé et apaisé les esprits car en définitive, il ne s'agit ni plus ni moins que de parvenir, de manière rationnelle et raisonnée, à s'accorder sur l'option qui sera la plus à même de garantir l'avenir de notre territoire.

La nécessité de faire évoluer le dispositif CEPB/CDPB et le cadre de la réforme des collectivités territoriales, les enjeux des élections actuelles, sont autant d'éléments qui permettent d'affirmer que nous devons être à la hauteur de nos ambitions. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas passer à côté de l'histoire.

### Quels sont les domaines les plus pertinents à l'échelle du Pays Basque ?

Les groupes de travail qui devaient examiner les domaines d'action publique ont permis, en règle générale, de démontrer que la majorité de ces domaines pouvaient être traités à l'échelle du Pays Basque.

Des domaines tels que la langue, l'agriculture, les transports, l'énergie, l'eau... peuvent être gérés par le Pays Basque.



### Quelle est l'institution privilégiée ?

Lors de l'Assemblée Plénière qui s'est tenue le 8 mars, les universitaires ont présenté 5 scénarios, à partir des revendications des acteurs locaux : l'autonomie, le pays, le GIP (Groupement d'Intérêt Public), la Collectivité Territoriale à compétences étendues, la Collectivité Territoriale à compétences limitées, cette dernière apparaissant comme une solution médiane. Au regard des résultats fournis par les groupes de travail

où la plupart des domaines pouvaient être portés à l'échelle du Pays Basque et suite à l'analyse des trois options possibles, la création d'une Collectivité Territoriale à Statut Particulier est apparue comme la solution la plus adaptée et à privilégier pour le territoire.

### Pourquoi la Collectivité Territoriale est-elle privilégiée ?

D'une part, d'un point de vue juridique, la Collectivité Territoriale à Statut Particulier est privilégiée car elle répond aux exigences et aux ambitions de notre territoire. En effet, l'option du statu quo et du maintien du « Pays » Pays Basque n'est plus envisageable car trop limité et de surcroît, voué à disparaître. La création d'un GIP ou d'un syndicat mixte n'est pas non plus la solution idoine puisqu'en fine, elle constitue une réponse partielle. La Collectivité Territoriale à Statut Particulier répond à la volonté du Pays Basque de décider et de maîtriser son destin puisqu'à travers une Assemblée élue au Suffrage Universel, les grandes orientations sur les domaines d'action précités seraient légitimement déterminées et le Conseil exécutif se chargerait de leur mise en œuvre mais elle permet surtout la reconnaissance de notre identité comme élément fondamentale de la cohésion territoriale du Pays Basque.

### Comment s'est déroulée l'Assemblée Plénière du 8 mars dernier ?

L'Assemblée Plénière qui a eu lieu le 8 mars s'est déroulée dans une sorte de solennité. Coprésidée par Jean-Baptiste Etcheto, Président du Conseil de



*Nous connaître grâce à un patrimoine et une mémoire locale divulgués*

Développement et Jean-Jacques Lasserre, Sénateur et Président du Conseil des Elus, elle comptait sur la présence du Préfet des Pyrénées-Atlantiques, M. Bèfre et du Sous-Préfet des Pyrénées-Atlantiques, M. Nunez mais également du Président du Conseil Général, M. Labazée.

La séance s'est ouverte sur la présentation des conclusions produites par les experts juristes puis les prises de parole se sont succédées. La plupart des élus qui sont intervenus ont appuyé l'idée d'une Collectivité Territoriale spécifique. Des acteurs importants au Pays Basque se sont prononcés en faveur de la création d'une Collectivité Territoriale à Statut Particulier, comme cela a été le cas du Président de la CCI Bayonne Pays Basque.

### Les 3 maires des 3 grandes villes de l'agglomération étaient absents ?

Effectivement ils étaient absents mais représentés. Néanmoins, les interventions des conseillers municipaux de Bayonne et Biarritz ont été remarquées et remarquables. Si, naturellement l'absence de ces trois maires peut être relevée, il est important d'indiquer que d'autres Maires du Pays Basque étaient présents. Le Pays Basque compte 158 communes et l'avis de leur représentant est tout aussi important que celui des représentants des grandes villes.



## Comment expliquez-vous le décalage entre la position de statu quo de l'Etat et ce mouvement pro-Collectivité Territoriale ?

Les représentants de l'Etat plaident en faveur du statu quo puisqu'il semblerait qu'ils disposent de garanties permettant d'affirmer que le Pays sur lequel s'adosse le Pays Basque perdurera ou bénéficiera d'un statut dérogatoire.

D'autre part, l'autre argument avancé consiste à considérer que le choix de la création d'une collectivité territoriale ne fait pas la majorité au sein des élus et que par conséquent, il serait plus opportun de favoriser la concertation des élus locaux dans le cadre du « pays ».

Toutefois, les représentants de l'Etat ne sont pas hostiles à la réflexion engagée. Leur position a évolué sur cette question et si, au départ, il ne s'agissait pas d'un point de leur ordre du jour, ils sont désormais prêts à accompagner la démarche.



*Un renouveau Bas-Navarrais ? Le bâtiment des Etats de Navarre à St Jean Pied de Port*

## Quels sont les arguments des pro-statu-quo ?

Il y a deux arguments principalement avancés par les défenseurs du statu quo : d'abord, l'affirmation que malgré la loi sur la réforme des collectivités territoriales, le « Pays » Pays Basque continuera d'exister. Cela a d'ailleurs fait l'objet d'une question parlementaire dont la réponse invite au scepticisme car dénuée de fondement juridique. Le second argument repose sur les réalisations qu'a permis l'adossément au statut de Pays. En effet, sont cités en exemple la création de l'Office Public de la Langue Basque ou encore celle de l'Etablissement Public Foncier Local.

En définitive, ils se satisfont des résultats obtenus et ne considèrent pas opportun d'anticiper ni même d'envisager une alternative à l'existant.

Peut-être est-il nécessaire d'évoquer également le contrat territorial. En effet, un autre argument qui pourrait être mis en exergue est celui du financement du contrat territorial. Le Pays et le contrat territorial sont indissociables. La disparition de l'un entraînerait la disparition de l'autre. (Ce que la loi sur la réforme des collectivités territoriales prévoit). Ainsi, en envisageant la confection d'un quatrième et nouveau contrat territorial, la survie du Pays serait-elle garantie. Rien n'est moins sûr. L'absence de finance-

ment d'un nouveau contrat territorial pourrait constituer une arme de dissuasion, une menace à l'encontre des partisans d'une Collectivité Territoriale à Statut Particulier.

## Y a-t-il de nouveaux arguments chez la pro-Collectivité Territoriale ?

L'argumentaire développé par les partisans de la création d'une Collectivité Territoriale à Statut Particulier s'est vu renforcé par la réflexion qui a été menée. En effet, les éléments d'analyse juridique apportés par des experts universitaires caractérisés par leur neutralité dans ce dossier, a permis d'affirmer que la seule option juridiquement adaptée et qui répondait aux enjeux du territoire était la création d'une Collectivité Territoriale.

Des arguments objectifs sont venus conforter une option qui avait été majoritairement appréciée sous l'angle de la revendication identitaire.

Pourtant de nombreux travaux sont venus consolidés l'option de la Collectivité territoriale, notamment le projet institutionnel présenté par EAJ-PNB.

## La fin de la violence d'ETA aura-t-elle des répercussions en Pays Basque nord ?

Indiscutablement, cela est évident. Bien que l'Etat français ait toujours affirmé que la question d'ETA relève de la compétence exclusive du gouvernement espagnol. N'est-il pas contradictoire voire incohérent, d'adopter une telle position et d'opposer à toute initiative que prend le Pays Basque les supposés actes de violence commis sur notre territoire.

Peut-être que grâce au processus de pacification qui a été engagé fin 2011, nous verrons tomber en désuétude l'expression méprisante du « problème basque ». Je souhaite vraiment que le Pays Basque (Nord et Sud) soit enfin apprécié pour ce qu'il est : un territoire où l'identité fonde la cohésion d'un peuple qui a sans cesse démontré sa capacité à s'adapter et à prospérer.

## Quelles sont les prochaines étapes ?

Comme cela avait été indiqué dans le calendrier, le Conseil de Développement doit rendre un avis sur pour le 05 avril prochain et répondre à deux questions : quel mode de structuration et de gouvernance doit être adopté à l'échelle du Pays Basque ? Quelle place et quel rôle pour le Conseil de Développement du Pays Basque ? Ensuite, à partir de cet avis, il appartiendra au Conseil des Elus de se positionner sur l'évolution de la gouvernance du Pays Basque.



## **Un individualiste de talent : Marc Légasse (1)**

### **Incarcération**

Il semble que l'affiche prônant l'abstention ait été saisie par les autorités avant d'être posée. *Le Républicain du Sud-Ouest* (n° des 29 et 30 juin 1946) annonça l'incarcération à la prison de Bayonne, la célèbre Villa Chagrin, de Marc Légasse qui entreprit aussitôt une grève de la faim.

Son ami Pierre Lafitte signa dans *Herria* un article : « Le cas Marc Légasse » qui commençait ainsi : « *Marc Légasse, Croix de Guerre 1940, est arrêté parce que non content de défendre la France, il défend aussi les libertés basques.* » Plus loin, il écrivait : « *Mais Marc Légasse, quoiqu'on dise, n'est pas anarchiste. Certes, ce n'est pas un mouton docile, et de tout repos. Il ne craint pas de faire cavalier seul. Il a sur les méthodes de propagande et la stratégie politique des idées originales qui nous laissent rêveurs. Ainsi, nous ne comprenons pas son point de vue sur la grève électorale. Quant à son style, deux mots le caractérisent : fantaisie et paradoxe.* »

Le 16 juillet 1946, il était mis en liberté provisoire. De son incarcération, il avait tiré le n° 8 d'*Hordago* (« Rédaction - Administration : « Lezabea » - Sare ou Villa Chagrin - Bayonne - Cellule 45) et un opuscule : « *Les rêveries d'un gréviste de la faim* » (Villa Chagrin, Juin-Juillet 1946, La suite à la prochaine incarcération).

Ni la prison, ni la grève de la faim n'avaient entamé l'humour de Marc Légasse.

### **Le jugement sévère de Jean-Paul Malherbe**

Dans sa thèse de Sciences Politiques, *Le nationalisme basque en France (1933-1976)*, l'avocat bayonnais Jean-Paul Malherbe porte un jugement sévère sur le Marc Légasse de la première période. Il conclut qu'il s'est amusé ; que le nationalisme basque a été un « excellent moyen de divertissement » ; qu'en définitive, il a eu « une attitude de jouissance esthétique ». Il reconnaît cependant son « grand sens de l'humour », son « ironie très mordante » et que c'est « la plus belle plume du nationalisme basque ».



### **Un exceptionnel sens de l'humour**

Nous ne partageons pas ce jugement de notre ancien confrère. Certes, Marc Légasse a été desservi par le fait qu'il a été un individualiste obstiné. Pour nous qui l'avons connu, nous préférons retenir sa brillante personnalité, son immense talent, sa plume exceptionnelle et son sens aigu de l'humour.

En conclusion, nous offrons à nos lecteurs un bref aperçu de son ironie. Les magistrats lui ayant prescrit à l'issue de son incarcération, un examen mental, voici le

compte-rendu qu'il fit lui-même de cette consultation :

- « 1° *Le malade croit qu'il est en République et que par conséquent, la liberté d'opinion existe en France (Illuminisme mental caractérisé. Tendance à croire au Père Noël).*
- 2° *Le malade pense que la France ayant signé la Charte des Nations-Unies, en respectera les articles relatifs aux minorités ethniques (Inconscience, folie douce, naïveté infantile accentuée).*
- 3° *Le malade suppose qu'on a bien le droit de se présenter aux élections comme nationaliste basque dans le département des Basses-Pyrénées puisqu'il est permis d'être candidat nationaliste algérien dans les départements d'Alger, Constantine et Oran (Imbécillité congénitale et sottise continentale).*
- 4° *Le malade prétend faire de la politique, alors que non seulement il n'est pas déserteur, mais encore a fait la guerre et a été décoré (Folie des grandeurs à l'état aigu).*
- 5° *Le malade est persuadé que les Basques constituent un peuple et que l'eskuara est une langue (Démence ethnographique et crétinie linguistique) ».*

Quelques directeurs de journaux — dont principalement le docteur Jean Garat, directeur de *Côte Basque Soir* — avaient reconnu son talent et lui assuraient par la parution de quelques billets d'humour, une audience plus large.

Jean-Claude Larronde



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA  
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84  
Directeur de la publication : Beñat Oteiza  
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port  
Design graphique / Mise en page : Izar Design  
N° CPPAP 0613 P 11238



## **Pako Arizmendi : “ Un gâteau basque plutôt qu’un mille-feuille ”**

Militant jeltzale impliqué dans la vie locale, conseiller municipal et président du biltzar EAJ/PNB de Donibane Garazi, Pako Arizmendi, à travers nos questions fait un point et dessine des perspectives.



### **Quel est le projet municipal auquel tu es particulièrement attaché ?**

Il s'agit sans aucun doute du jumelage avec Estella-Lizarrar et les relations transfrontalières, en particulier. Ce sont des relations très intéressantes où il y a beaucoup à faire si on veut bien s'en donner la peine. Le rythme de travail, la fréquence des rencontres et des échanges correspondent bien au temps dont je dispose.

Actuellement des projets sont mis en route dans la culture et dans le sport, pour ce printemps et cet automne. Nous sommes également en train de peaufiner une adhésion à un réseau européen de Cités et Villes Médiévales. Une autre action qui me tient particulièrement à cœur est de sensibiliser la population à ce joyau unique que nous possédons, l'euskara.

### **Comment définirais-tu St-Jean-Pied-de-Port – Donibane Garazi ?**

Nous sommes une commune accueillante, avec un esprit tolérant et consensuel (les événements et les manifestations qui s'y

déroulent le prouvent). Nous sommes très sollicités, le cadre de vie, la position stratégique et l'ambiance de la ville sont des arguments très attractifs. Le monde associatif des environs ou d'ailleurs est très demandeur de notre cité. Cela nécessite une équipe municipale disponible et volontaire notamment les employés municipaux avec des astreintes bien garnies. Je pense que nous devons garder et cultiver cet "état d'esprit" tout en assumant notre rôle parfois compliqué de chef-lieu de canton. Donibane Garazi est la "destination" du Pays Basque intérieur par excellence.

### **Quelle est l'urgence municipale du moment ?**

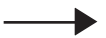
Il s'agit sans aucun doute de la déviation de St-Jean-Pied-de-Port. Ce projet doit voir le jour maintenant. On est désormais au bout de la réflexion. Nous avons besoin d'un confort de vie pour les gens d'ici, et une mise en valeur plus prononcée du centre ville. Les autorités compétentes et notamment notre conseiller général récem-

ment élu devraient annoncer rapidement le démarrage des travaux. 95% de la population est favorable au projet...

### **Quel regard portez-vous sur les dernières élections cantonales ?**

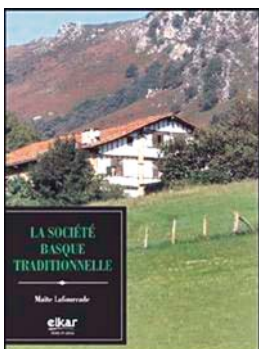
Je crois que nous n'avons pas réussi à transmettre nos messages. Notre campagne était axée sur les problèmes que rencontrent les jeunes : emploi, logement etc. Une population qui normalement doit forger son avenir et garantir nos retraites. Si nous réfléchissons bien, tous nos problèmes et nos solutions convergent vers eux.

Les sujets des campagnes actuelles prouvent que nous étions en plein dedans. Les grands leaders nationaux ont un message spécifique et s'adressent directement aux jeunes. En ce qui concerne nos deux candidats "finalistes" des cantonales, ils se sont réfugiés derrière les " tiroirs " classiques des compétences départementales. Il faut dire que la population les a bien suivis... Mais pour moi la politique ce n'est



## **La société basque traditionnelle**

Maité Lafourcade présente son dernier livre « la société basque traditionnelle » le samedi 11 mai, à 19h00, au Batzoki de Donibane Lohitzun



Le Code civil a établi les fondements du droit en France. C'est une étape majeure dans l'unification juridique de l'État français, entamée sous l'Ancien régime et poursuivie plus tard durant les républiques successives. Il représente aussi la fin définitive des anciens modes d'organisation de la vie privée et publique dans les provinces de l'État, en particulier au Pays Basque.

Dans chaque province basque depuis leur création durant le Moyen-âge, les relations humaines à chaque niveau de la vie quotidienne (famille, quartier, village, vallée, province) s'articulaient selon des

logiques appelées « Coutumes » ou « fors » et peu à peu rédigées. Ces textes mettaient notamment l'accent sur l'etxalde, soit la cellule de base de la maison familiale et de ses dépendances.

Autour de celle-ci s'organisaient les hiérarchies familiales, les liens de voisinage, les assemblées paroissiales, les assemblées provinciales, et cet écheveau était défendu parfois par le biais de conflits face au pouvoir royal ou à la noblesse. Spécialiste reconnue de cette question, le docteur en droit Maite Lafourcade rend ce monde disparu accessible au grand public.



pas ça. Le chômage continue de grimper et les gens continuent à voter pareil, il me semble que le rôle du politique c'est de réveiller les citoyens qui sommeillent, leur proposer des idées nouvelles et ne pas s'enliser dans des campagnes clientélistes où seule l'élection compte.

Ces périodes électorales où le citoyen prête une attention particulière au monde politique devraient servir à lancer quelques idées et quelques propositions un peu plus ambitieuses. C'est ce que nous tentons de faire à EAJ/PNB avec la Collectivité Territoriale pour le Pays Basque et avec "l'unification" de la Basse-Navarre.

### Les élections présidentielles t'inspirent...

Pour moi, le système français est obsolète. Son "colbertisme" qui fait de l'État central, le principal acteur de la marche du pays est dépassé. Peut-être vivons-nous une époque proche de celle de Louis XIV ! Sauf que le roi soleil est bien pâlichon...

Je pense que notre salut viendra de l'Europe, si nos dirigeants acceptent un jour de créer une véritable entité européenne : une défense commune, une justice commune et un système fiscal et social commun à tous les Européens. Les problèmes de délocalisation sont insolubles actuellement sauf si nous créons une "conscience" européenne, complémentaire d'une "sensibilisation économique" locale. Le slogan vivre, travailler et consommer au pays ne doit pas être dévalorisé au nom d'une soi-disant compétitivité. Les délocalisations, en partie responsables de l'effondrement de notre économie, envoient au chômage des consommateurs sensés vous acheter des produits importés moins chers... cherchez l'erreur ! Je rajouterai que les délocalisations ont appauvri le pays, l'impôt ne rentre plus dans les caisses de l'état, qui doit s'endetter jusqu'au cou pour faire face, entre autres, à notre système social. Nos responsables politiques ont failli par manque de courage,

c'était le moment de mettre devant leurs responsabilités les soi-disant grands capitaines d'industrie et les groupes d'actionnaires qui manipulent dans l'ombre notre économie. Nous devons être forts et unis face à des "machines" comme les États-



Unis, la Chine et les puissances économiques émergentes. Face à l'instabilité du Moyen-Orient, où de graves conflits sont latents, une Europe forte ne serait pas un luxe, nous devons rester la référence démocratique de la planète, même s'il reste beaucoup à faire pour l'améliorer. Tout cela demande une remise en question de la souveraineté des États européens et en particulier de celui de la France qui me paraît être un des plus réticents à remettre en question sa pseudo suprématie.

### Des candidats socialistes ou de droite peuvent défendre aussi leur attachement au pays ?

J'espère, mais l'idée de prise en charge est l'idée fondamentale qui caractérise l'abertzalismo d'EAJ-PNB, personne n'ira aussi loin que nous dans le développement de cette notion. Qu'il s'agisse de candidats de droite ou de gauche, ils n'ont rien changé dans l'évolution de notre quotidien malgré les alternances. Pour calmer notre appétit, ils nous proposent le statu quo, un mille-feuille (commune, communauté de communes, département, région, État, Europe)

alors que nous, nous préférons un gâteau basque, un produit bien de chez nous (Une Collectivité Territoriale pour le Pays Basque), une pâtisserie simple mais ô combien savoureuse.

### Comment vis-tu ton mandat d'élu au syndicat intercommunal de soutien à la culture basque (SISCB) ?

Le mandat est un peu frustrant, le Syndicat n'est qu'un collecteur de fonds, il devrait peser sur l'action culturelle d'une façon plus efficace. Un partenariat plus "actif" avec l'ICB et OPLB renforcerait toutes les démarches culturelles du pays. Le syndicat a un contact privilégié avec les communes, mais ne l'exploite pas. Ma présence en tant que représentant du SISCB au conseil d'administration de l'Institut Culturel Basque, légitime ses actions et ses projets. L'ICB est composé de techniciens très compétents, ces "traceurs de routes" réalisent un travail remarquable avec un budget de 950 000 € environ, fonctionnement compris, sur un territoire de 300 000 habitants. Je souhaiterais que le prochain palier soit la divulgation, la communication de cette offre et de ce travail culturels, cette richesse dont devraient légitimement profiter les citoyens de ce pays, quelle que soit leur provenance. La "poussée" culturelle est très forte au Pays Basque et nous pourrions vraiment développer des actions plus ambitieuses si notre collectivité prend jour... On en revient à notre leitmotiv.

Pako ARIZMENDI

## RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -  
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : [contact@ejaj-pnb.eu](mailto:contact@ejaj-pnb.eu) - site : <http://www.ejaj-pnb.eu>  
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz,  
Ramunxo Camblong 06 19 97 15 75 [rxocamblong@hotmail.fr](mailto:rxocamblong@hotmail.fr) - Basse-Navarre-Soule, Paco  
Arizmendi 06 80 88 55 85 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, Dany Camblong  
06 82 82 86 12 [daniel.camblong@wanadoo.fr](mailto:daniel.camblong@wanadoo.fr) - Saint-Jean-de-Luz, Jean Aniotzbehère 05 59 54 21 32



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé